

Dans son document de travail, le gouvernement ne privilégie aucune des quatre stratégies. Aucune des ces options n'est sans risque. Plutôt que de préjuger la question, le gouvernement a plutôt demandé au peuple canadien quelle était, à son avis, l'option la plus sage et la plus appropriée pour le Canada.

J'ai passé la plus grande partie du mois dernier sur la route, à écouter les gens d'affaires de presque tous les secteurs de l'économie, à me familiariser avec les problèmes de nos exportateurs, à parler avec des dirigeants syndicaux et des universitaires. Jusqu'à maintenant, nos consultations nous ont menés dans onze villes canadiennes, d'un océan à l'autre, et nous en avons quatre autres à visiter.

Je sais que vous espérez que je vous dise où ces consultations semblent nous mener. Mais je doute que vous vous attendiez véritablement à ce que je le fasse. Ce serait prématuré. Nous en sommes toujours à l'étape de l'écoute, et nous le serons jusqu'au milieu du mois prochain.

Mais je peux quand même vous dire que jusqu'à maintenant ce que nous avons entendu a été fort instructif, très éclairant et, je dois le dire, souvent fort encourageant.

J'ai été très impressionné par la créativité et la largeur de vues de nos gens d'affaires. Nos entreprises produisent et exportent une étonnante variété de biens et de services et ce, vers toutes les régions du monde.

Nous avons constaté que nos gens d'affaires s'inquiétaient de la compétitivité du Canada dans le monde, et qu'ils étaient conscients de la nécessité de reprendre un peu du terrain perdu.

Par ailleurs, nous avons constaté que nos gens d'affaires -- pas tous, mais bon nombre d'entre eux -- sont convaincus qu'ils peuvent vraiment livrer concurrence, et qu'ils seront heureux de le faire, à leurs homologues américains à toute condition raisonnable et dans toute région du monde, y compris les États-Unis. Cette confiance a été exprimée même par des secteurs de l'économie dont on dit qu'ils sont mous et qu'ils ont besoin de protection pour survivre.

Mais nous avons également constaté que nombre de gens d'affaires canadiens ont eu de la difficulté à obtenir un financement pour des projets à l'étranger, surtout dans le Tiers Monde. Nous travaillons sur plusieurs fronts afin de corriger ces problèmes.